

Consultations prébudgétaires du ministère des Finances du Canada

25 août 2025

Personne-ressource

Anita Khanna

Vice-présidente, Relations gouvernementales et Politique publique

akhanna@centraide.ca, 1-800-267-8221, poste 2268



Recommandations

1. Renforcer notre économie et s'attaquer aux problèmes d'abordabilité grâce à un secteur dynamique des services communautaires. À cette fin :

- a) Établir des partenariats avec des organismes sans but lucratif et de bienfaisance de premier plan et des fondations privées pour dresser conjointement une stratégie de main-d'œuvre « accessible à toutes et tous » afin de recruter et de maintenir en poste des travailleuses et travailleurs dans le secteur communautaire.
- b) Investir dans la collecte de données et l'analyse de l'économie des soins sans but lucratif pour améliorer la prestation des services et la planification de la main-d'œuvre.
- c) Simplifier le code fiscal en instaurant un crédit de 29 % pour tous les dons de bienfaisance.
- d) Inciter les gens à « donner localement » aux organismes de bienfaisance communautaires pendant la guerre commerciale en versant des dons équivalents.
- e) Améliorer le niveau des prestations d'assurance-emploi et améliorer l'admissibilité au moyen de critères souples qui tiennent compte de ce moment unique que nous vivons actuellement et de l'évolution de l'emploi.
- f) Étendre certains programmes d'adaptation de la main-d'œuvre dirigés par des pairs en milieu de travail, à l'échelle régionale ou sectorielle, pour soutenir les travailleurs qui font face à des mises à pied.
- g) Améliorer la capacité du service de navigation communautaire 2-1-1 pour soutenir les membres de la communauté qui cherchent à obtenir des services, des revenus gouvernementaux et des programmes de recyclage.

2. Réaliser des économies grâce à des partenariats stratégiques. À cette fin :

- a) Tirer parti du modèle intermédiaire pour que les bailleurs de fonds nationaux puissent aider la fonction publique à verser des fonds aux organismes locaux de services communautaires de façon continue.
- b) Adopter de nouveaux modèles de financement qui favorisent un financement prévisible et à long terme pour permettre aux services communautaires de se concentrer sur l'exécution de la mission et l'innovation.

3. Investir dans le logement, la lutte contre l'itinérance et l'infrastructure communautaire. À cette fin :

- a) Maintenir les investissements dans Vers un chez-soi pour prévenir et éliminer l'itinérance.

- b) Collaborer avec le réseau CUW et investir pour mettre à l'échelle des projets de logement abordable déjà en cours qui utilisent la technologie modulaire et appliquent le logement comme médecine sociale.
- c) Construire des carrefours communautaires, des centres communautaires et des logements sans but lucratif.
- d) Mettre en œuvre des ententes sur les avantages communautaires afin que les dépenses en infrastructure génèrent des avantages sociaux et économiques supplémentaires.
- e) Accroître l'accès aux options de financement pour les organismes de logement sans but lucratif qui créent des logements communautaires, supprimer la TVH sur tous les logements communautaires construits et supprimer l'impôt sur les gains en capital prélevés sur la vente et le don de terres désignées pour la construction de tels logements.

À propos de Centraide United Way

Centraide United Way (CUW) est le plus important réseau de bâtisseurs communautaires locaux du Canada qui donnent aux gens les moyens de produire des changements sociaux durables dans leur communauté. Notre réseau non partisan collabore avec tous les ordres de gouvernement, ainsi qu'avec des entreprises, des syndicats et des partenaires communautaires pour aider à bâtir des communautés fortes et prospères pour l'ensemble de la population canadienne. Nous avons fait nos preuves.

Présent au sein de 5 000 communautés dans chaque région du Canada, notre réseau fédéré répond aux besoins des communautés et s'attaque aux problèmes sociaux les plus difficiles afin que chaque personne puisse réaliser son plein potentiel. Grâce à notre expertise et la confiance dont nous bénéficions à l'échelle locale, nous recueillons chaque année plus de 600 millions de dollars pour investir dans 3 500 organismes partenaires au service de plus de 7 millions de personnes. Nous sommes le plus important bailleur de fonds non gouvernemental des services communautaires au Canada. Nous sommes également un rassembleur dans tous les secteurs et auprès de tous les ordres de gouvernement. Par l'entremise de Centraide United Way, les donateurs et les bénévoles se mobilisent pour répondre aux besoins de base, offrir des services communautaires essentiels, favoriser l'accès à la formation et à l'emploi, et répondre aux urgences locales. Centraide United Way Canada (CUWC) est le bureau national qui appuie le réseau de CUW partout au Canada et qui représente le réseau auprès du gouvernement fédéral.

La santé de l'économie dépend de celle du secteur social

Alors que des répercussions plus profondes de la guerre commerciale se profilent, les données du service national de navigation des services communautaires 211 révèlent une tendance vers un besoin accru de services sociaux liés à l'emploi, au soutien du revenu et à la santé mentale. CUWC collabore avec ses partenaires pour surveiller les répercussions locales de la guerre commerciale en

cours parce que nous savons que les difficultés économiques entraînent des difficultés sociales. En période de crise, les services communautaires de base sont les premiers à se mobiliser et à répondre aux besoins d'aide urgents et courants au Canada. Alors que les membres des différentes communautés doivent composer avec la perte d'emplois et les problèmes d'abordabilité, CUW s'efforce de soutenir le bien-être communautaire et de renforcer l'économie.

Le secteur des organismes de bienfaisance et sans but lucratif est une composante essentielle de l'infrastructure sociale du Canada, réduisant les coûts pour les gens dans chaque communauté et les aidant à réussir. [Statistique Canada](#) désigne le secteur sans but lucratif comme « un élément essentiel de l'économie canadienne » qui a contribué à l'activité économique à hauteur de 216,5 milliards de dollars en 2022, soit l'équivalent de 8,2 % du produit intérieur brut et employant 2,7 millions de personnes. Le sous-secteur des services communautaires emploie à lui seul plus de 620 000 personnes et fournit des services essentiels à plus de 7 millions de Canadiennes et Canadiens.

Les recherches montrent qu'il est rentable d'investir dans le secteur social canadien : chaque dollar investi génère une valeur économique et sociale de l'ordre de 2 à 6 \$. En collaborant davantage avec le secteur, le gouvernement peut renforcer les communautés et stimuler l'économie.

Les services communautaires ne sont pas « quelque chose d'agréable à avoir »; ils sont plutôt essentiels à notre réussite collective et cruciaux pour soutenir la réconciliation et l'équité dans notre société. Ils fournissent des soins, établissent des liens sociaux essentiels, s'attaquent aux défis d'abordabilité et favorisent une participation économique équitable. Le secteur donne suite aux principales priorités gouvernementales, notamment l'emploi et le perfectionnement des compétences des travailleurs; la construction de logements abordables et la prévention de l'itinérance; les services de garde d'enfants et aux jeunes, aux aînés et aux personnes handicapées; la santé mentale et le counseling; la promotion de l'engagement civique et du bénévolat qui favorisent les liens communautaires; et la lutte contre la violence fondée sur le sexe. De plus en plus, le secteur est aux premières lignes des urgences comme les feux de forêt et d'autres crises, jouant un rôle essentiel dans la résilience, l'intervention et le rétablissement des communautés.

Le secteur des organismes de bienfaisance et sans but lucratif joue un rôle économique démesuré malgré des décennies de financement précaire et tout en vivant ce que le [Charity Insights Canada Project](#) de l'Université Carleton qualifie de « trilemme » : demande croissante, instabilité financière et main-d'œuvre surchargée. [CanaDon](#) signale que la demande de services parmi les organismes de bienfaisance est déjà à un sommet historique et que CUW prévoit que cette demande augmentera en raison de l'instabilité économique. Des mesures sont nécessaires pour renforcer le secteur afin qu'il puisse répondre à la demande continue de services et de soutien et stimuler la productivité du Canada à court et à long terme.

Recommandations pour le budget de 2025

Les recommandations prébudgétaires de CUWC appuient l'abordabilité, soulignent les possibilités d'investissement stratégique et font progresser les programmes de logement et de lutte contre l'itinérance afin d'améliorer la qualité de vie, le bien-être et la prospérité pour toutes et tous.

1. Renforcer notre économie et s'attaquer aux problèmes d'abordabilité grâce à un secteur dynamique des services communautaires

Le soutien de la sécurité du revenu et d'un secteur des services communautaires solide et résilient bâtit une économie solide en favorisant la participation économique et en relevant les défis d'abordabilité. Bien que le secteur des services communautaires apporte des contributions économiques et sociales essentielles, les faibles salaires, l'épuisement professionnel et le manque d'avantages sociaux prévalent et font fuir les travailleurs; 155 000 emplois sont menacés au cours du prochain semestre. Avec la demande qui devrait augmenter, nous ne pouvons pas nous permettre de perdre des travailleurs qualifiés dans le secteur des services communautaires. Les défis rencontrés dans le secteur sont bien documentés et bien compris dans le cadre de diverses études et examens gouvernementaux. Investir dans le secteur est avantageux pour le gouvernement, les communautés et l'économie – il faut maintenant prendre des mesures décisives. Nous recommandons que le budget de 2025 investisse dans ce qui suit :

- a) Un partenariat fédéral avec des organismes sans but lucratif et de bienfaisance de premier plan et des fondations privées pour dresser conjointement une stratégie de main-d'œuvre « accessible à toutes et tous » afin de recruter et de maintenir en poste des travailleuses et travailleurs dans le but de fournir des services rentables et des soins à l'épreuve du temps pour soutenir une économie vigoureuse.
- b) Collecte et analyse de données sur l'économie des soins sans but lucratif afin d'améliorer la prestation des services à l'avenir. Cela pourrait comprendre la collecte et l'analyse de données sur les changements démographiques, la demande de services et la capacité de l'effectif du secteur pour permettre une planification adaptative des services et anticiper les besoins et les lacunes en matière de services. Ces données guideront également l'élaboration conjointe d'une stratégie sur la main-d'œuvre dans le secteur des services communautaires.
- c) Programmes et politiques qui encouragent les dons de bienfaisance pour accroître la disponibilité de revenus non gouvernementaux dans le secteur des services communautaires. Cela pourrait comprendre la simplification du code fiscal afin de remplacer le modèle à deux niveaux, accordant un crédit de 15 % sur les premiers 200 \$ donnés et de 29 % sur tout montant au-delà de ce premier montant en instituant un crédit de 29 % pour toutes les contributions.
- d) Inciter la population canadienne à « donner localement » durant la guerre commerciale en créant un programme gouvernemental de dons jumelés pour les individus et les entreprises qui font des dons à des organismes de bienfaisance et à des organismes sans but lucratif dans leur communauté.

Pour prévenir et réduire la pauvreté, le gouvernement devrait accorder la priorité au renforcement de la sécurité du revenu et des moyens de navigation dans les services communautaires. Nous recommandons ceci :

- e) Améliorer le niveau des prestations d'assurance-emploi et assouplir les critères d'admissibilité à la lumière de la crise actuelle et de l'évolution de l'emploi au Canada, afin que les travailleuses et les travailleurs touchés aient tous accès à des prestations adéquates.
- f) Étendre certains programmes d'adaptation de la main-d'œuvre dirigés par des pairs en milieu de travail, à l'échelle régionale ou sectorielle, afin que les travailleurs qui font face à des mises à pied temporaires ou permanentes en raison de la guerre commerciale puissent bénéficier de programmes de soutien socioéconomique qui leur permettent de se recycler dans des domaines où il y a d'importants besoins de main-d'œuvre.
- g) Améliorer la capacité du service de navigation communautaire 2-1-1 pour soutenir les membres de la communauté qui cherchent à obtenir des services communautaires et des programmes de revenu et de recyclage. Le maintien d'un solide réseau de services 2-1-1 d'un océan à l'autre permettra de faire en sorte que le service, qui est offert dans la plupart des régions par téléphone, par texto et par Web, puisse répondre à la demande accrue découlant des urgences et des ralentissements économiques. Cette mesure peut également réduire les dépenses fédérales en détournant les demandes de renseignements de Service Canada, ce qui libère des ressources pour la prestation directe de services.

2. Économies de coûts grâce à des partenariats stratégiques

Les bailleurs de fonds nationaux comme CUWC sont bien outillés pour servir d'intermédiaires de financement afin d'exécuter efficacement les programmes de financement fédéraux alors que le gouvernement cherche à réduire les dépenses opérationnelles. Grâce à l'infrastructure et à l'expertise déjà en place, nous pouvons distribuer des fonds à divers organismes communautaires de façon rentable.

De 2020 à 2024, dans le sillon de la pandémie, CUWC a fièrement joué un tel rôle en distribuant les fonds d'intervention et de relance que le gouvernement a accordés aux organismes de services communautaires — des investissements totalisant 287 millions de dollars, répartis entre 6 931 organismes, qui ont aidé 8 millions de personnes. Voici les avantages du modèle intermédiaire :

- Connaissance et relations locales approfondies qui permettent de s'assurer que le financement fédéral est adapté aux besoins locaux uniques.
- Rapidité de l'intervention et capacité de déployer rapidement des fonds à l'aide de l'infrastructure existante et des connaissances communautaires.
- Prestation rentable du financement et de la surveillance à l'aide de l'infrastructure subventionnaire existante qui peut assurer une portée nationale et une adaptabilité locale.

Le modèle intermédiaire permet de réaliser des économies opérationnelles tout en répartissant efficacement le financement essentiel pour la prestation de services et de programmes communautaires. Nous recommandons ceci :

- a) Le gouvernement tire parti de l'expertise des bailleurs de fonds nationaux pour aider la fonction publique à verser des fonds aux organismes locaux de services communautaires de façon continue. Cela peut comprendre la prestation du Fonds pour la santé mentale des jeunes, tout nouveau financement ciblé pour soutenir les communautés touchées par les tarifs et d'autres programmes.
- b) Adopter des modèles de financement qui favorisent un financement prévisible et à long terme pour permettre aux services communautaires de se concentrer sur l'exécution de la mission et l'innovation plutôt que sur l'administration associée aux subventions à court terme. Cela devrait comprendre le financement complet du Plan d'action national de 10 ans pour mettre fin à la violence fondée sur le sexe, le financement pluriannuel dans le cadre du Programme de promotion de la femme de Femmes et Égalité des genres Canada (FEGC) et l'augmentation du financement disponible pour la prévention des problèmes de santé mentale et de toxicomanie chez les jeunes, comme Planet Youth.

3. Logement et infrastructure communautaire

Partout au Canada, CUW tire parti de l'expertise sociale, des actifs locaux, des partenariats solides et de l'innovation pour faire face à la crise du logement abordable. Nous pouvons contribuer à l'atteinte des objectifs de Maisons Canada grâce à plusieurs projets actifs et évolutifs dirigés par des CUW en partenariat avec les gouvernements, le secteur privé et le secteur de la philanthropie. Plusieurs CUW servent également d'entités communautaires pour le programme hautement localisé Vers un chez-soi. Nous recommandons ceci :

- a) Maintenir les investissements dans Vers un chez-soi pour prévenir et éliminer l'itinérance, tout en reconnaissant que le programme est financé par le gouvernement fédéral et offert localement par des partenaires possédant une vaste expertise locale.
- b) Collaborer avec CUW et investir pour mettre à l'échelle des projets de logement abordable. CUW a déjà des projets en cours dans les régions rurales et urbaines du Canada qui utilisent la technologie modulaire et appliquent le logement comme médecine sociale. Ensemble, nous pouvons travailler à grande échelle et rapidement pour fournir des logements sécuritaires et abordables.
- c) Stimuler la productivité du Canada en investissant dans la construction d'actifs communautaires essentiels, comme des carrefours ou centres communautaires et des logements sans but lucratif, pour créer des emplois locaux, aider les organismes communautaires à réaliser des gains d'efficacité grâce au partage de locaux et de services, de même que pour augmenter le nombre de logements abordables disponibles.
- d) Maximiser le rendement des investissements dans les infrastructures au moyen d'ententes sur les retombées locales, afin que les dépenses d'infrastructure génèrent des avantages sociaux et économiques supplémentaires, y compris des emplois, de la formation, des possibilités

d'apprentissage ainsi que des marchés d'approvisionnement pour les entreprises locales et les entreprises sociales.

- e) Permettre le développement de logements communautaires en augmentant l'accès aux options de financement pour les organismes de logement sans but lucratif, en supprimant la TVH sur tous les logements communautaires construits et en supprimant l'impôt sur les gains en capital sur la vente et le don de terrains destinés à ces logements.